

Theme II : LES DYNAMIQUES DE LA MONDIALISATION

III. La mondialisation en débat

Introduction : La mondialisation, qui est à la fois économique, politique, culturelle et environnementale, fait débat. Elle redistribue les cartes entre économies nationales (concurrence internationale, délocalisations) et tend à remettre en cause la souveraineté des États en redéfinissant les frontières. Certains la rendent responsable des problèmes qui surgissent : les crises économiques ou financières, les inégalités, le chômage, la généralisation du modèle occidental (simplifié souvent en parlant d'américanisation du monde) au détriment des identités nationales ou régionales, les problèmes environnementaux ...

Problématique : Quels débats et quelles contestations le processus de mondialisation soulève-t-il ?

1° La pertinence de l'Etat comme acteur de la mondialisation

- Un Etat se définit par les frontières, un gouvernement, une monnaie, un hymne, un drapeau, un timbre et la reconnaissance des autres Etats : depuis le XVIIème siècle.

1914 : 53 Etats indépendants.

1945 : 72 dont 51 à l'ONU

2011 : 230, 193 à l'ONU => multiplication avec la décolonisation et avec la chute du communisme.

=> de plus en plus d'Etats : est-ce compatible avec la mondialisation ?

- Multiplication des relations transnationales => Etat perd sa capacité de régulation et une partie de sa souveraineté : ex :

- les pays de l'UE n'ont plus leur monnaie propre, mais l'euro

- souveraineté abandonnée face à l'OMC ou le FMI qui édictent des règles communes à tout l'espace mondial.

- souveraineté remise en cause par les FTN (cf. impuissance de la France face à Mittal) ou la finance mondialisée (cf. crise économique actuelle)

- certains problèmes environnementaux ne peuvent être résolus qu'en dépassant l'échelle nationale par des accords internationaux (signés ou non par des États ceci dit...) : cf. le protocole de Kyoto (1997) visant à réduire l'émission de gaz à effet de serre pour lutter contre le changement climatique.

- La critique néolibérale de l'inefficacité et de l'intervention excessive de l'État dans l'économie a accredité l'idée, dans les années 1980, du repli de l'État au profit d'une mondialisation régulée par les seules forces du marché.

Mais, les Etats s'adaptent à la mondialisation :

Trois exemples :

- ❖ les frontières (9 p. 123) : la mondialisation donne le sentiment de vivre dans un monde sans frontières (cf. Internet). Or les frontières se multiplient (253 100 km de frontières politiques terrestres dans le monde en 2011) avec les États, et deviennent des lieux sensibles de plus en plus contrôlés.

☑ Volonté de contrôler les frontières par des murs partout dans le monde (<http://www.diploweb.com/Lesmurs-en-l-an-2009-20-ans-apres.html>)

☑ Lutte contre les formes de criminalité internationale (flux illégaux et mafias, terrorisme : **Patriot Act** aux États-Unis après le 11 septembre 2001), contre les migrations internationales (10 p. 123), contre la circulation des idées (contrôle d'Internet en Chine par ex.)

☑ Frontière entre les États-Unis et le Mexique par exemple : stricte fermeture du sud vers le nord pour les migrations humaines, grande porosité pour les flux d'argent et de marchandises (EU et Mexique membres tous les deux de l'Aléna) => **interface** : une zone économiquement très dynamique : constitution d'un espace frontalier cohérent (y compris sur le plan linguistique) = **maquiladoras**.

❖ les organisations régionales (6 p. 123) pour résister face à la mondialisation : les premières = la CEE (pas le but à l'origine, il s'agissait en fait d'éviter les guerres) puis l'UE (27 pays plus forts qu'un seul). Copiés ensuite par l'ALENA, l'APEC, le MERCOSUR.... But : disparition des frontières à l'intérieur, mais frontières fortes face à l'extérieur. => l'échelle du pays ne fonctionne plus, il faut raisonner en terme d'échelle continentale.

- ❖ la tentation protectionniste, en sommeil depuis 1945, réapparaît à la faveur de la concurrence des pays émergents et de la crise économique mondiale, au nom de la défense des emplois et de l'équilibre des échanges commerciaux : plus de 2000 mesures protectionnistes ont été adoptées dans le monde depuis 2008 (8 p. 123) : tarifs douaniers exceptionnels, normes techniques ou environnementales, quotas, etc., la Chine étant le pays le plus visé. Le

protectionnisme peut avoir cependant des effets limités (internationalisation des processus de fabrication) voire néfastes (hausse des prix, rétorsions, menace sur les emplois tournés vers l'exportation).

Conclusion : Les Etats jouent toujours un rôle économique important : ils rendent leur territoire attractif ou pas (législation et réglementations, politique fiscale et sociale) + rôle protecteur de l'Etat (cf Etat-Providence en France par ex.).

L'Etat reste le fondement de l'ordre politique et social (quelle que soit sa forme). C'est son repli volontaire (déréglementation, défiscalisation) depuis le début des années 1980 et sa défaillance qui a donné aux marchés leur pouvoir actuel et généré troubles et souffrances (libéralisme sauvage en Russie, effondrement grec, etc.).

L'Etat demeure un acteur économique central des pays occidentaux et émergents : emplois, contrôle d'entreprises clés dans l'énergie, conduite de la politique économique par la monnaie et la fiscalité, fonds souverains (7 p.123). Le besoin d'un « Etat stratège », pour réguler les marchés financiers et promouvoir la croissance, s'est manifesté dans la crise actuelle (cf. par ex. le rôle des nationalisations aux États-Unis dans le redressement de l'industrie automobile, cf. les politiques de réindustrialisation tentées en France actuellement).

PROPOSITION DE PLAN DETAILLE QUI PEUT VOUS AIDER A CONSTRUIRE UNE REFLEXION

Intro : « Au moment où l'économie devient planétaire, la planète politique se lézarde » (R.Debray). Le nombre d'Etats ne cesse de croître (225 environ), décolonisation, fragmentation du bloc de l'est. Multiplication des frontières alors que l'interdépendance progresse : paradoxe. Intensification des flux, logiques des réseaux / logiques des Etats : compatibles ? Etats disposent de moyens de puissances considérables et en même temps, forme de souveraineté territoriale qui semble dépassé. Les Etats sont à la fois travaillés par des dissensions internes, absorbés par des organisations régionales et disqualifiés par le discours libéral et l'action des marchés. Cela pose la question de la définition de la puissance, et du contrôle de l'économie donc au-delà de la démocratie.

I La mondialisation menace-t-elle l'autonomie des Etats ?

Une souveraineté remise en question

1° **Un cadre étatique trop étroit** (pour la gestion des ressources planétaires, pour la citoyenneté du monde, pour l'information des opinions publiques, pour les échanges commerciaux etc.. Avènement d'une conscience universelle ?

2° **La mondialisation affecte la souveraineté législative des Etats**

(le droit international, TPI, ONU. Les règlements internationaux en terme de libération des échanges (300 organisations intergouvernementales).

Lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy de 1996 cherchent à empêcher les entreprises étrangères aux Etats-Unis de commercer avec trois pays (Cuba, Lybie, Iran et d'y investir). S'agit-il d'une américanisation du droit international ?

De nouveaux acteurs concurrents des Etats : le champ transnational

1° Les organisations non gouvernementales

2° Les FMN

3° Les mafias

4° Les diasporas

II Les Etats entre décomposition et recomposition

1. Flux et frontières

1° Les flux financiers

2° Les flux d'information

2. Les risques de cloisonnement et de sécession

1° **Le contrôle des flux** : le renforcement des protections aux frontières contre les flux de la misère

2° **Les pouvoirs régaliens des Etats accrus par le libéralisme** : police et justice : le contrôle social

3° **les inégalités facteurs de fragmentation** : Nord/Sud, essor des communautarismes, des nationalismes (Italie du Nord, Malaisie/Singapour, Tchéquie/Slovaquie, Chiapas etc...

C. La régionalisation protection ou stimulation des échanges ? partenaires ou concurrents, transfert de souveraineté ou forteresse contre l'extérieur ? (ALENA, UE, ASEAN)

III. les limites des effets de la mondialisation

1. Une mondialisation inachevée

1° **A l'échelle des FMN** : financement et recrutement de la main d'œuvre souvent d'abord nationale même si processus de délocalisation

2° **A l'échelle des Etats** : taux moyen d'extraversion des économies pas toujours si élevé que ça ! Dans les marges pas d'accès aux marchés mondiaux

3° **A l'échelle du monde** : priorité à l'intégration régionale (on commerce d'abord entre soi).

2. Les Etats restent aussi des acteurs de la mondialisation

1° Des Etats accompagnent la mondialisation libérale par la déréglementation etc..

2° Des acteurs politiques veulent restaurer un Etat régulateur des inégalités issues de la mondialisation

3° typologie des Etats face à la mondialisation (capitalisme anglo-saxon/ capitalisme dirigé des Etats asiatiques/ Capitalisme rhénan)etc..

Conclusion

Avec la mondialisation, les Etats ne s'annulent pas, ils changent de forme et de fonction. Leur puissance dépend alors moins de l'occupation d'un territoire que de l'appropriation des flux. Ils cumulent des fonctions contradictoires et conservent les pouvoirs régaliens de la puissance politique, mis au service du fonctionnement économique. Les Etats dans une certaine mesure organisent la mondialisation en l'accompagnant et en la régulant plus ou moins. La forme de l'Etat est sûrement en crise mais n'a pas disparu.

2) Les résistances et la contestation de la mondialisation

❖ les civilisations pour résister à la mondialisation : le brassage culturel contre l'Uniformisation

Civilisation : deux sens

- l'ensemble des caractéristiques spécifiques à une société, une région, un peuple, une nation, dans tous les domaines : sociaux, religieux, moraux, politiques, artistiques, intellectuels, scientifiques, techniques... Transmise par l'éducation. Pas de jugement de valeur, le synonyme est culture.

- 2e sens avec jugement de valeur : l'état d'avancement des conditions de vie, des savoirs et des normes de comportements ou moeurs (dits civilisés) d'une société. La civilisation qui, dans cette signification, s'emploie au singulier, introduit les notions de progrès et d'amélioration vers un idéal universel engendrés, entre autres, par les connaissances, la science, la technologie. La civilisation est la situation atteinte par une société considérée, ou qui se considère, comme "évoluée". La civilisation s'oppose à la barbarie, à la sauvagerie.

Les civilisations réagissent à la mondialisation (en général on se tourne vers le passé, les fondements d'un Etat pour découvrir un sens à un monde qu'on ne comprend plus). De nombreuses civilisations ont un fondement religieux plus ou moins présent. Or, la religion connaît, hors d'Europe occidentale, un réveil : ex le réveil de l'orthodoxie russe depuis la chute du communisme ou le réveil du fondamentalisme dans l'Islam. Ce réveil permet la mise en avant d'identités face à la mondialisation, surtout quand la mondialisation est perçue comme la négation de cultures locales (4 p. 121)

Deux exemples :

☑ dans un contexte de « repli identitaire », certains territoires, gagnants dans la mondialisation (Flandres Belgique, Catalogne en Espagne, Vénétie en Italie, etc.) rechignent à partager avec d'autres régions moins favorisées et réclament des États

☑ rappel : il n'y a pas de culture mondiale, qui serait américaine : Cf. ce qu'on avait vu dans Des cartes pour comprendre le monde lecture géoculturelle

PROPOSITION DE PLAN DETAILLE QUI PEUT VOUS AIDER A CONSTRUIRE UNE REFLEXION

Corrigé du plan détaillé : la diversité culturelle de la planète : une richesse menacée par la mondialisation ?

Introduction : le monde compte un millier de groupes humains (ethnies, nations, minorités nationales) qui se définissent par des éléments identitaires forts, objectifs et symboliques qui nourrissent un sentiment d'appartenance chez la plupart des individus. Ces groupes élémentaires se rassemblent dans de grandes aires culturelles, ou aires de civilisation fondées sur l'intégration à des grandes familles religieuses et linguistiques, non figées cependant.

Au cours de l'histoire récente, le modèle culturel occidental a étendu son influence sur une grande partie du globe. Il est fondé sur la religion chrétienne, dans ses diverses déclinaisons (catholiques, réformés) et sur les langues européennes parmi lesquelles l'anglais a pris une place prééminente. Le « modèle occidental » est fortement matérialiste et a développé un système de production économique basé sur l'efficacité, la performance et le recherche permanente de la croissance. Par ailleurs, il s'appuie sur la consommation de masse, régulièrement entretenue par la publicité qui suppose l'accumulation de biens matériels par les individus. La culture occidentale a, quant à elle, subi une influence grandissante du continent nord-américain, à la faveur de la

mondialisation des échanges. Cette culture a été massivement véhiculée par les médias modernes et promue par des stratégies commerciales très efficaces.

Le choc entre cette culture dominante et les cultures locales, traditionnelles s'est souvent accompagné d'une uniformisation de nombre de pratiques alimentaires, vestimentaires, artistiques et a souvent entraîné des réactions de rejet, refus, repli identitaire (selon des modalités plus ou moins violentes), résistances et productions de contre-cultures. Parfois aussi, cette mise en relation accélérée et facilitée par les progrès techniques des différentes cultures a fait naître de nouvelles expériences de métissage, de brassage, de superposition culturelle.

La mondialisation a-t-elle donc sonné le glas de la diversité culturelle ou rendu possible la préservation et l'évolution de certaines traditions ?

Il conviendra avant tout de présenter les formes de cette diversité culturelle, ses modalités d'expression avant d'évoquer leur mise à l'épreuve face à une culture unique qui utilise des vecteurs variés. On tentera enfin de mettre en évidence les limites de ce phénomène au regard des résistances à cette uniformisation culturelle.

I. Qu'est-ce qui permet de saisir la diversité culturelle

1. de grandes aires linguistiques
2. des pratiques collectives au regard de la vie, de la mort, du corps, de la sexualité, de l'alimentation
3. des formes d'expression religieuses
4. des types de production artistiques
5. des formes d'organisation économiques et politiques

Même si on ne peut dessiner une géographie figée et immuable de ces aires de civilisation, il ressort de l'observation récente que :

II Il y a bien une tendance forte à l'uniformisation culturelle

1. par l'adoption d'un modèle dominant démocratique et libéral
2. par la généralisation de l'usage de l'anglais
3. par une massification des productions artistiques vecteurs de « valeurs occidentales » : cinéma/ Musique/ Mode vestimentaires/ alimentaires (donnez des exemples) par une politique de fabrication de cette culture « préfabriquée », formatée (avec des attendus très stéréotypés (sexe, violence, action, rythme pour les films « grands publics », / phrasé, rythmique, durée, texte pour les chansons, / marques, confort, image « djeuns » pour les vêtements/ saveurs sans surprise, rapidité d'exécution, coût modéré pour l'alimentaire.)
4. par la diffusion à échelle mondiale, rendue possible par la constitution d'empire de la communication (majors du cinéma et de la musique par ex) et des échanges non entravés sur les biens culturels (rôle de L'OMC/ AMI. AGCS).

III Mais ... des résistances et des freins sérieux à cette uniformisation culturelle

1. par le rejet de la culture dominante porté par :
 - les Etats dans les négociations officielles (motions européenne sur la protection de la diversité culturelle, dispositif de l'UNESCO, négociations du gouvernement français lors de l'Accord Multilatéral sur l'Investissement)
 - les altermondialistes (attac, confédération paysanne, zapatistes, forums sociaux mondiaux et régionaux)
 - les séparatismes, régionalismes (basques, corses, bretons, tchéchènes, tibétains etc...)
 - les fondamentalismes religieux
 - les terroristes
2. par la production d'une contre-culture métissée, par le brassage artistique
 - par les diasporas
3. par les expériences artistiques : world music (des exemples Nusrat Fateh Ali Khan (pakistan) et Massive Attack, Allan Stivell et Youssou N'dour, Manu Chao, Boubakar Traoré, Zebda etc), cinématographiques. Le Rap birman, palestinien, cubain etc... (créations européennes, diffusion de films nationaux (Inde : Bollywood), exportation de films « nationaux » qui ont des succès inattendus... (films iraniens, chinois, coréens)
4. le développement des gastronomies mondiales (grande présence du tex mex au EU, de la cuisine chinoise, succès des sushis etc..)
5. par les limites inhérentes à la mondialisation elle-même et par les choix des personnes
 - parce que la mondialisation laisse à l'écart nombre de zones rurales et une grande partie des régions du sud
 - parce que les résistances à la culture dominante utilisent aussi les « outils » de la mondialisation (les zapatistes du sous-commandant Marcos ont un site internet) ainsi que les altermondialistes. Mondialisation des « indignés »
 - par les histoires individuelles : amoureuses, professionnelles, sociales qui nourrissent le métissage et le « vivre ensemble »..

❖ « Un autre monde est possible » : la remise en cause de la mondialisation libérale (1 p. 121)

La mondialisation libérale actuelle, qui met en concurrence lieux et territoires, est vivement critiquée car les inégalités de développement restent fortes. Elle a permis le développement des émergents, mais va-t-elle permettre celui des autres pays ou aggraver les inégalités (qu'elle exploite) et leur situation (d'autant que la majorité des acteurs de la mondialisation appartiennent au Nord) ? Même lorsqu'il y a un développement, cela ne concerne pas toutes les populations à l'intérieur d'un même pays (cf indice de Gini) : dans les pays riches une partie des populations s'appauvrit, dans les pays pauvres les écarts se creusent aussi. On constate l'impact environnemental, sur une planète aux ressources limitées, des modes de production actuels. Les grands pays développés cumulent déficits commerciaux et déficits publics, sans trouver de solutions durables aux crises financières systémiques qui se multiplient. La mondialisation semble manquer d'une gouvernance internationale légitime, efficace et juste. Sont tout particulièrement visées par les critiques les organisations internationales (FMI p. 126-127, Banque mondiale, OMC) et le G20 (documents p. 125)

❖ Les acteurs de la contestation : La nébuleuse altermondialiste (dossier p. 128-129)

L'altermondialisme est un courant antilibéral héritier du socialisme utopique, des anarchistes, marxistes ou libertaires de la génération 68, des mouvements tiers-mondistes, des mouvements paysans, écologistes et féministes. Révélé à la fin des années 1990, les altermondialistes organisent depuis 2001 (Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil) des forums sociaux (le 11ème à Dakar (Sénégal) en 2011 : cf ? 1 et 4-5 p. 128-129) en contrepoids au forum économique mondial de Davos (Suisse) né en 1971. Ils profitent des grands rendez-vous mondiaux comme les sommets de l'OMC ou du G8 pour manifester, parfois violemment (Seattle en 1999, Gènes en 2001). La force de l'altermondialisme réside dans son caractère international, sa diffusion mondiale, et la diversité de sa composition (syndicats, d'ONG, mouvements sociaux, experts, groupes radicaux : 6 p. 129). Cette diversité est aussi sa faiblesse : difficile de faire des propositions cohérentes quand il y a divergence sur les objectifs et les moyens d'action.

Les ONG sont des forces de mobilisation, pas de décision. => impact peu important. Mais elles sont influentes au Nord par des actions spectaculaires et des campagnes de dénonciation des multinationales auprès des consommateurs, relayées par les médias et Internet. On peut citer la campagne lancée en 2000 par le magazine canadien Adbusters (tire à 120 000 exemplaires) contre Nike sur les conditions de travail de ses fournisseurs en Indonésie (60 000 salariés) => Nike a reconnu publiquement graves abus et violences. Cf. aussi les campagnes dénonçant l'exploitation de la main d'oeuvre chinoise par les sous-traitants d'Apple, la dénonciation des atteintes à l'environnement par Exxon (pétrole) et Monsanto (OGM). Soucieuses de leur image, certaines FTN font de plus en plus attention aux critiques des ONG. Dans les pays du Sud, les ONG appuient les mouvements de résistance et de révolte (2 p. 121).

Les acteurs de la contestation de la mondialisation anti-libérale sont multiples : plus ou moins radicaux et plus ou moins représentatifs :

L'un des principaux acteurs de l'altermondialisme est le **mouvement ATTAC** : Lancée en 1998 suite à un éditorial du journal Le Monde diplomatique, l'**Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC)** a rapidement rencontré un écho important.

Aujourd'hui, l'association altermondialiste existe dans presque tous les pays d'Europe et d'Amérique latine, ainsi qu'en Asie, en Afrique, et également au Québec. Elle réunit environ 100 000 membres. En France, près de 15 000 personnes ont adhéré en 2007, réparties dans plus de 200 comités locaux sur tout le territoire.

La Confédération paysanne de José Bové est aussi très active :

La Confédération paysanne est, par son importance, le 2ème syndicat agricole français. Elle remet en cause le modèle agricole productiviste des 40 dernières années qui a engendré : surproductions, crises sanitaires, dégradation des ressources naturelles, disparités entre régions françaises, européennes et mondiales et diminution continue du nombre de paysans.

Ses prises de position sont connues en faveur du développement du **commerce équitable**, de l'agriculture bio, de la condamnation des **OGM**, de la valorisation des cultures locales, du respect de l'environnement, du respect des cultures indigènes.

Pour les altermondialistes il faut « penser global, agir local ». De multitudes d'associations se sont développées depuis les années 80 : **les SEL** (système d'échange local) qui s'implantent partout et jouent sur la complémentarité des savoirs et des besoins sans passer par l'argent, **les AMAP** : Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique qui a du mal à subsister face **à l'agro-industrie**.

Le principe est de **créer un lien direct entre paysans et consommateurs**, qui s'engagent à acheter la production de celui-ci à un prix équitable et en payant par avance.

Les réseaux de **Biocoop** : Biocoop rassemble plus de 300 magasins bio en France autour d'un objectif commun : le développement de l'agriculture biologique dans un esprit d'équité et de coopération. Leader de la distribution alimentaire biologique, Biocoop s'illustre aussi par ses produits du commerce équitable et par un choix très étendu d'écoproduits et de cosmétiques. Plus qu'un simple réseau de commerçants, Biocoop souhaite aussi peser sur les choix de société et partage son projet avec d'autres acteurs : salariés, consommateurs, producteurs et partenaires. En outre ce sont des modes d'organisation économique spécifiques : associatives, soucieuses du fonctionnement démocratique du CA et fonctionnent en réseau.

On pourrait rajouter à tout cela les multiples associations locales et de quartier.

Le mouvement altermondialiste est fortement relayé par des **artistes engagés** : Manu Chao, Les Motivés et (ex) Zebda, Keny Arkana, Le Ministère des Affaires populaires (que je vous conseille...) et bien d'autres...

Voir <http://www.youtube.com/watch?v=0pV2ZqGqbzQ> (paroles en annexe de « salutations révolutionnaires » du MAP, Victoria de Keny Arkana sur la crise argentine http://www.youtube.com/watch?v=ROxYQCs_pQo)
La rage du peuple de Keny Arkana http://www.youtube.com/watch?v=ROxYQCs_pQo et la page de l'hist-géo box qui illustre tout votre programme en musique ! <http://lhistgeobox.blogspot.fr/2008/09/le-programme-de-gographie-de-terminale.html>

Parfois il est porté par des organisations plus radicales et combattantes : exemple de l'**AZLN**, armée Zapatiste du **sous-commandant Marcos** qui mettent l'accent sur la question du statut **de l'indianité** en Amérique du Sud. Aujourd'hui les présidents Chavez (Vénézuela), Morales (Bolivie), Lula (et Dilma Rousseff qui vient de lui succéder) etc. intègrent cette question à leur discours et l'**AZLN** a rendu les armes mais une manifestation a eu lieu en décembre 2012 à San Cristobal de las casas au Sud du Mexique : et voir aussi ce document de l'INA : <http://www.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/CAB94000614/zapata.fr.html>



Les altermondialistes ont organisé des **Forums sociaux mondiaux** pour contrebalancer le poids des sommets des puissants (**G8, Forum de Davos, OMC**). Le premier s'est déroulé au Brésil, à Porto Alègre. La ville a été administrée pendant 16 ans par le Parti des Travailleurs, le **PT** de Lula. En 2001, Porto Alegre a accueilli le premier Forum social mondial, événement — aujourd'hui itinérant — qui discute les questions sociales du monde moderne. La ville a été siège du Forum en 2002, 2003 et 2005.

Ces sommets se sont déclinés ensuite aux échelles nationales et même régionales (cf le forum social des Mureaux). Ces mouvements correspondent à des formes d'engagement politique qui ne passent plus nécessairement par les Partis traditionnels mais par des mouvements citoyens, associatifs. Ces mouvements fonctionnent en réseaux et utilisent Internet.

Moins nombreux sont les antimondialistes, opposés au capitalisme mondial et à la mondialisation économique.

L'altermondialisme demande :

* **une nouvelle gouvernance** :

- à l'échelle mondiale pour promouvoir les principes universels (rencontre régulière entre chefs d'Etats des grands pays pour mettre au point des politiques communes dans tous les domaines) :

- à l'échelle locale, en s'appuyant sur la démocratie participative : opinion publique mondiale mobilisée

grâce aux nouveaux moyens de communications (internet, les réseaux sociaux ..), luttes locales (2 p. 121), etc. => la solidarité prend le pas sur la recherche du profit :

- 1er exemple : 3 p. 121 microcrédit lancé en 1976 par le Bangladais Muhammad Yunus pour les population les plus pauvres (190 millions de pauvres concernés aujourd'hui) : prêts bancaires pour financer de petits projets en évitant le recours aux banques ou aux usuriers.

- 2ème exemple : taxe Tobin : économiste US (prix Nobel 81) qui propose dès 1972 de taxer de 0,05% toute transaction financière sur les marchés de change et la reverser aux pays en développement. Cette idée progresse et est portée par l'association Attac

- 3ème exemple : 5 p. 121 : le commerce équitable. concept forgé à partir des années 80 par des ONG ou des associations à but non lucratif (comme Max Havelaar) et où la production est assurée par des coopératives agréées de petits producteurs : autonomie de gestion, => meilleure rémunération du travail paysan, programmes d'amélioration de la qualité des produits axés sur l'agri biologique, structures nouvelles de financement (caisses de crédit) => amélioration du niveau de vie rural (rénovation de l'habitat, construction d'écoles, électrification...) => à terme : décollage éco autonome.

*concernant la consommation : fournir un produit de qualité, traçabilité garantie et prix raisonnable. Réseau de magasins agréés (26 000 en Allemagne, 8 000 au RU, 2 500 en France) ou chez les grands distributeurs. Mais le commerce équitable = 1 à 3% du marché => peu d'impact

* **la justice économique** et l'accès au capital : microcrédit, commerce équitable, épargen solidaire, taxation des transactions financières : cf. ci-dessus

* **le respect de l'environnement** et un développement durable (rapport Brundtland, 1987). Les altermondialistes sont ainsi nombreux à lutter contre les pollutions, les OGM. Certains prônent la décroissance afin de réduire les besoins pesant sur la planète.

3) l'émergence d'une gouvernance mondiale et Les nouvelles idées à l'orée du XXIème siècle ?

❖ la démondialisation

- origines

Concept né au Nord en 2008 et 2012 avec les crises financières puis économiques mondiales. (cf les indignés, mouvement parti d'Espagne où le chômage des jeunes est élevé : rassemble des populations jeunes et paupérisées des vieux pays riches) Mais dès les années 1970, le Club de Rome prônait l'arrêt de la croissance (« croissance zéro ») comme remède aux premiers symptômes de la crise écolo. EN France Arnaud Montebourg (ministre du Redressement productif) était un des partisans de la **démondialisation.**

- objectifs : une nouvelle organisation de l'économie mondiale soustraite à la globalisation financière par la limitation du libre-échange, à travers la relocalisation de la production et des emplois dans son pays et le retour à un protectionnisme ciblé via les droits de douane. Cela permettrait de redonner aux Etats une partie de leur capacité de régulation en matière éco et de protection des emplois nationaux ; et de répondre aux objectifs écologiques puisque les transports et donc la production de gaz à effet de serre sont réduits.
- Les opposants à la démondialisation disent qu'il est impossible de démondialiser, car si un Etat devient protectionniste, les autres vont en faire autant, donc moins d'emplois et baisse des exportations.
- la notion de bien public mondial : Née de la nécessité d'aborder plus largement certaines questions environnementales (qualité de l'air, pollution des océans). Ensuite élargie au maintien de la paix dans le monde ou stabilisation des marchés financiers.

Conclusion : dans quelle mesure faut-il améliorer la mondialisation ?

La mondialisation actuelle présente des risques: épuisement des ressources (écologie), ralentissement de la croissance, inégalités, crises financières systémiques, faillite de pays (économie), replis identitaires et fermetures des frontières (géopolitiques et culturelles). Des solutions sont proposées à la fois par les gouvernements, les ONG, l'opinion publique : les altermondialistes ont du mal à structurer leur contestation, le développement durable (rapport Brundtland) émerge plutôt qu'une mondialisation libérale, mais avec des difficultés (échec du sommet de Copenhague, accès à la santé pour tous difficile). Une gouvernance mondiale a du mal à se mettre en place, certains se demandent s'il ne faut pas démondialiser.